

DROIT DE L'ENFANT • Une déclaration demandant de relever l'âge de combattre de 15 à 18 ans est en discussion actuellement à Berlin. Washington et Londres, notamment, s'y opposent

Des ONG se mobilisent pour interdire l'utilisation des enfants soldats

Pierre Hazan

« Plus de 300 000 enfants ont combattu dans 36 différents conflits ces dernières années. Beaucoup d'entre eux ont été enrôlés de force, puis sujets à de mauvais traitements, à la torture, à l'exploitation sexuelle, à des dangers pour leur santé, à la séparation d'avec leur famille... » Lundi, par vidéoconférence, Mary Robinson, le haut-commissaire aux droits de l'homme, exprimait son soutien au combat que mènent des dizaines d'organisations non gouvernementales (ONG), réunies pour trois jours à Berlin, pour relever l'âge minimum légal de combattre de 15 à 18 ans. Mais cette campagne internationale se heurte à l'hostilité du gouvernement américain. Des dizaines de milliers de jeunes sont recrutés outre-Atlantique dès l'âge de 17 ans. En dépit des pressions internationales, le Pentagone n'a pas modifié jusqu'ici sa position.

Les images d'enfants avançant dans les champs de mines lors de la guerre Irak-Iran avaient choqué. Mais Les pays du tiers-monde ne sont pas les seuls concernés par la question de l'utilisation des enfants soldats. Le rapport de la campagne internationale, qui regroupe une série d'ONG, dont Amnesty International, Terre des hommes, Human Rights Watch, affirme qu'il y aurait plus de 6000 soldats de moins de 18 ans dans l'armée britannique (certains sont au Kosovo, d'autres ont combattu et sont morts dans la guerre du Golfe et aux Malouines). Il y en aurait aussi au sein de l'Armée de libération du Kosovo (UCK) ainsi que dans le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Les rebelles kurdes

comprendraient parmi leurs forces quelque 3000 enfants, dont 10% de filles. Ils auraient même recruté des jeunes de la diaspora en France, en Allemagne et en Suède. La présence d'enfants parmi les combattants tchétchènes aurait aussi été rapportée, selon le rapport.

Desmond Tutu: «C'est immoral que des adultes envoient des enfants combattre pour des guerres qui ne sont pas les leurs»

Pour sensibiliser l'opinion publique et les gouvernements, c'est à Berlin que les ONG se sont rassemblées, après Maputo sur le continent africain et Montevideo en Amérique latine. Elles devraient adopter une déclaration officielle ce mercredi, date de la clôture de cette réunion. Le véritable enjeu est de faire monter la pression en vue de la réunion à Genève en janvier prochain. «Ce sera le 10e anniversaire de la ratification de la Convention des Nations unies sur les droits de l'enfant, et la pression sera maximale sur la poignée d'Etats qui acceptent l'idée que les jeunes de moins de 18 ans meurent sur les champs de bataille», confie un observateur. Ces pays s'opposent à l'adoption d'un protocole additionnel à la Convention qui élèverait l'âge de combat de 15 à 18 ans. Il s'agit essentiellement des Etats-Unis et de Cuba - pour une fois alliés -, du Pakistan, mais aussi de la Grande-Bretagne. Londres voudrait continuer à autoriser le recrutement à 16 ans et

la participation aux combats à 17 ans. La France, elle, voudrait maintenir le recrutement à 17 ans.

«Nous comptons sur l'Union européenne pour faire en sorte que les Américains ne bloquent pas l'adoption d'un tel texte», explique au *Temps*, Martin McPherson, le représentant d'Amnesty International à Berlin. Or, il n'y a que les Etats-Unis et la Somalie qui n'ont pas ratifié la Convention sur les droits de l'enfant. «De quel droit les Américains pourraient-ils dès lors empêcher le reste de la communauté internationale d'adopter un protocole additionnel qui élèverait l'âge de combat à 18 ans, s'ils ne sont même pas partie à la Convention!», s'exclame Ella Hamouda de Terre des hommes.

Le texte de la résolution finale est à l'heure actuelle en discussion. L'un des problèmes tient au

fait que les Conventions de l'ONU s'adressent aux Etats et non aux mouvements de guérilla. «Certes, le protocole additionnel, s'il venait à être adopté, ne lierait pas politiquement les organisations militaires non étatiques, mais il constituerait une force morale pour qu'elles s'y conforment. D'ailleurs, c'est ce à quoi s'est déjà engagée la guérilla du SPLA au Sud-Soudan», affirme Martin McPherson. Reste à savoir si le poids de la campagne internationale sera suffisamment fort pour que la Maison-Blanche révisé sa politique. Et adhère aux propos de l'archevêque sud-africain Desmond Tutu qui soutient les efforts fournis par les ONG réunies à Berlin: «C'est immoral que des adultes envoient des enfants combattre pour des guerres qui ne sont pas les leurs. Il n'y a pas d'excuse à cela.» Réponse en janvier 2000 à Genève. ■

PUBLICITÉ